

DISCOURS DE PRESENTATION DE L'INITIATIVE NATIONALE SUR LA PROTECTION SOCIALE AU SENEGAL

Messieurs les représentants des PTF,

Monsieur le Directeur de Cabinet,

Mesdames, messieurs les directeurs et chefs de services,

Messieurs les conseillers,

**Mesdames, messieurs les chefs de services régionaux et
départementaux**

**Mesdames et messieurs les coordonnateurs et agents des
projets et programmes,**

Mesdames, messieurs,

Chers invités,

**C'est avec une grande émotion et un immense plaisir que
je m'adresse à vous, en mon nom propre et au nom de tout
le ministère, en ce moment solennel qui regroupe les
principales structures dirigeantes du secteur. J'exprime ma
profonde gratitude et ma sincère reconnaissance au Chef
de l'Etat, Son Excellence Maître Abdoulaye WADE, a
réaffirmé, lors de l'ouverture des assises nationales de
l'action sociale, tenues en Août 2008, l'impérieuse
nécessité de procéder à l'extension de la protection sociale
au profit des couches les plus vulnérables de la
population, à travers un système de solidarité à la base**

d'une part, et de développement de stratégies d'autonomisation des familles et des communautés, d'autre part.

C'est dans ce même esprit, et après une réflexion qui a mûri au fil des déplacements et visites que j'ai effectués à travers les différentes régions du Sénégal, que j'ai décidé de m'entretenir, aujourd'hui d'une question qui se trouve au cœur de notre projet de société, une question qui préoccupe et interpelle instamment la nation dans son ensemble : institutions, acteurs politiques et économiques, société civile, et encore plus familles et l'ensemble des citoyens.

Nous entendons par là la problématique sociale, qui constitue, pensons-nous, le défi majeur à relever pour la concrétisation de notre projet de société et de développement. En effet, nous avons décidé, avec l'aide de Dieu, de nous atteler au lancement d'une nouvelle initiative qui se veut novatrice et ambitieuse, à savoir : « L'Initiative Nationale pour la Protection Sociale des Groupes vulnérables »

Cette initiative s'inscrit dans une vision d'ensemble qui épouse celle du DSRP qui s'appuie sur une philosophie partagée par tous les sénégalais et sénégalaises, basée sur des valeurs séculaires qui :

- (i) sacralisent le travail considéré comme la première forme de liberté et le moyen de réalisation personnelle pour s'affranchir de la pauvreté**
- (ii) élèvent la solidarité au rang de paradigme de développement**
- (iii) et considèrent enfin la paix et la sécurité humaine comme préalables à tout développement.**

Cette vision établit un fort lien entre la croissance et l'obligation de solidarité dans une même finalité de développement humain global. Cette axiomatique de la solidarité qui place le renforcement du capital social, ceux du capital économique et du capital humain comme devant aller de pair constitue également les fondements des options partagées sur le plan international de démocratie et de justice sociale traduites dans les OMD et le NEPAD.

Mesdames, messieurs,

L'initiative que nous lançons aujourd'hui est une autre pierre qui vient conforter notre édifice, le Sénégal. Elle part ainsi des quatre points de repère principaux, qui en constituent le bien fondé et la philosophie d'action.

Elle part, d'abord, des données objectives qui constituent les termes de la problématique sociale au Sénégal. Des

données qui montrent que de larges franges de la population sénégalaise et des zones entières du territoire national vivent dans des conditions difficiles et parfois dans une situation de pauvreté et de marginalisation, qui est incompatible avec les conditions d'une vie digne et décente que nous souhaitons pour nos citoyens.

En effet, de nombreux quartiers et bidonvilles, urbains ou périurbains, et plusieurs communes, situées pour leur grande majorité en milieu rural, connaissent des situations difficiles marquées par l'insuffisance des accès aux équipements et services sociaux de base, offrant ainsi des terrains propices à l'aggravation des problèmes d'analphabétisme, de chômage et d'exclusion, ou de déscolarisation, et pâtissant des faibles opportunités d'emploi et d'activités rémunératrices.

Une telle situation est, certes, inacceptable. Mais, se contenter d'en établir le diagnostic n'est guère suffisant et n'a réellement d'utilité que s'il se conjugue à une action sérieuse et porteuse d'améliorations concrètes. La vérité du diagnostic social devra, ainsi, être appréciée à l'aune de la noblesse de notre motivation et de la grandeur de notre ambition pour le progrès social.

Aussi, toute exploitation de la misère sociale à des fins politiciennes ou pour nourrir des vellétés extrémistes ou encore pour cultiver un sentiment de pessimisme, de défaitisme et de désespoir, relève-t-elle de la pure malhonnêteté et de la mystification et ne saurait être acceptée

Notre initiative procède, en second lieu, d'une conviction selon laquelle la mise à niveau sociale, tâche par ailleurs complexe et de longue haleine, ne peut relever de l'assistance ponctuelle ou de l'action caritative spontanée ou encore d'un devoir éthique ou d'un acquit de conscience.

Tout en veillant à ce que chacun demeure constamment imprégné de ces vertus et de leurs bienfaits louables, nous estimons que le développement efficace et durable ne peut se concrétiser que par le biais de politiques publiques intégrées, s'inscrivant dans le cadre d'une entreprise cohérente, d'un projet global et d'une forte mobilisation tous azimuts, où les dimensions politique, sociale, économique, éducationnelle, culturelle et écologique, se conjuguent et se complètent.

Aussi, en veillant à la concrétisation de ce projet, notre ultime dessein est-il d'élargir le cercle des opportunités et les espaces de choix qui s'offrent à l'homme et à la femme sénégalais.

Toutefois, cela ne saurait être possible que par un effort d'éradication de la pauvreté et des dénuements qui limitent les potentialités du citoyen sénégalais et empêchent sa pleine participation à la vie sociale et économique.

Si le niveau de croissance économique est insuffisant et inéquitable dans la mesure où ses dividendes ne profitent pas à l'ensemble des populations et des régions du pays, d'autant que certaines continuent à pâtir de la marginalisation et de la dégradation des conditions de vie, il importe de noter, en même temps, que l'inclusion souhaitée ne saurait être considérée, selon une vision simpliste et étriquée, comme un fardeau qui pèse sur la croissance, dès lors qu'elle en est à la fois la condition et le catalyseur.

Le troisième point de repère de l'initiative est lié au choix de l'ouverture sur le monde, choix que nous avons fait et que nous assumons. Le monde ne cesse, en effet, de changer autour de nous, et de nous imposer davantage de défis et de vulnérabilités qui fragilisent nos liens sociaux et

territoriaux et véhiculent des standards de consommation, des modes de vie et des schémas de pensée envahissants, que nous ne pouvons ni éviter ni ignorer.

Aussi, immuniser nos acquis vis-à-vis des retombées de l'ouverture, tout en tirant profit des nombreuses opportunités qu'elle offre, ne peut-il être qu'une entreprise collective mobilisatrice. C'est pourquoi tous les sénégalais sont appelés à y prendre part, au lieu de se confiner dans une posture conduisant tout droit à l'impasse ou dictant le recours à des solutions individualistes, contraires aux exigences de l'intérêt supérieur de la nation.

L'initiative part, en quatrième et dernier lieu, des leçons tirées de nos expériences passées et des modèles ayant fait leurs preuves dans certains pays, en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Ces expériences montrent que ce défi ne saurait être relevé que par une définition rigoureuse des objectifs et une mobilisation générale en vue de leur réalisation.

Elles renseignent, en outre, sur la limite des approches de développement strictement sectorielles, isolées et non intégrées, et sur les dysfonctionnements que génère la grande dispersion des efforts, des ressources et des

intervenants.

En revanche, ces expériences attestent de la pertinence des politiques de ciblage des zones et des catégories les plus démunies, autant que de l'importance d'une participation des populations pour une meilleure appropriation et viabilité des projets et des interventions, ainsi que des vertus des approches contractuelles et partenariales, outre le dynamisme du tissu associatif et des acteurs porteurs de dynamiques local et de proximité.

Partant de ces atouts, de ces référentiels et des enseignements tirés des expériences passées, l'initiative que nous lançons aujourd'hui doit se décliner sous le signe de la citoyenneté réelle et agissante, et procéder d'une démarche résolument novatrice et d'une méthodologie d'action qui allie ambition, réalisme et efficacité, et se traduise par des programmes pratiques, bien définis et intégrés.